



Mise en contexte

Chaque année fiscale, le gouvernement fédéral octroie des montants aux provinces qui proviennent à même de ses revenus. Ces transferts sont composés de trois principales enveloppes. La plus importante est celle du Transfert canadien en matière de santé (TCS) qui est la contribution du fédéral en matière de santé au Canada. Une autre enveloppe est celle du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS). Finalement, il y a la péréquation. Cette dernière se démarque des deux premières sur plusieurs aspects. Tout d'abord, le TCS et le TCPS sont assujettis à des conditions. Le TCS et le TCPS sont assujettis à des conditions financières et administratives. Les conditions financières sont liées à l'état de santé des provinces et territoires. Les conditions administratives sont liées à la qualité des services de santé offerts par les provinces et territoires. Ensuite, la péréquation est une enveloppe qui vise à équilibrer les revenus entre les provinces et territoires. Elle est basée sur la population et la richesse des provinces et territoires. Enfin, la péréquation est une enveloppe qui vise à assurer la sécurité sociale au Canada. Elle est basée sur la sécurité sociale et la sécurité sociale au Canada.

fiscalité sensiblement comparables ». Il est important de bien saisir que la péréquation est payée par le gouvernement fédéral à même l'Yg fYWhhYg ei N Yb[fUb[Yž W bÑgh dUg i b hUbgZfh XÑf[Ybh XÑ bY dfc]]bW{ i bY'Ui hfY" G] "Y df]bWdY [`cVU 'Ygh hci ci fg XYa Yi ff" Y même, les changements apportés au fonctionnement au fil004C()-4(au)4()60u()6t6(6C()-4(au)4()iq)5(g)4

le calcul final était positif, la province recevait des paiements. Les calculs se faisaient au prorata de la population et en considérant un éventuel taux de taxation équivalent à la moyenne canadienne. Ainsi, une province ne recevait pas moins de péréquation parce que gYg' fYj Ybi g']ggi g' XÑ b' ZU]V`Y` hUi I' XY' hU]cb' fhu]Ybh' d'i g' ZU]V`Yg' ei Y' XUbg' i bY' UfY' province et vice-versa. Ceci est toujours vrai. De plus, il est important de rappeler que les dfcj]bWg' ei] hYfa]bYbh' Y' WUW' Uj YWi b' Xfc]h bf[Uh]Z bÑbh' dUg' { dUmYf' XY' dfffei Uh]cbž di]gei Y' Wg' Y' ZfXffU' ei] dU]Y' { 'a ..a Y' gYg' fYj Ybi g''.

Les coûts du programme pour le fédéral ont significativement augmenté à partir de 1973 en raison de la hausse importante du prix des ressources naturelles et plus particulièrement du pétrole. De plus, les provinces percevaient une part de plus en plus]a dcfhUbhY' XYg' fYj Ybi g']ggi g' XY' 'Na d' h' 9b' 1977-78, les prix du pétrole avaient atteint un hY' bjj YUi ' ei Y' 'Yg' fYj Ybi g' XY' 'Ñ' VYfhU' h]fU]Ybh' 'U' a cmYbbY' WUbUX]YbbY' X]gdfcdcfh]cbbY' Ya Ybh' j Yfg' 'Y' \Ui h' @fC bhu]f]c' XYj YbU]h' U]bg' i bY' dfcj]bW' VfbfZ]WU]fYž a U]g' 'Y' dc]Xg' Z]gW' XÑ bY' hY' 'Y' a Ygi fY' bÑfhu]h' dUg' dcgg]V' Y' dci f' 'Y' ZfXffU' '7 Ñgh' U]bg' ei Ñb' 1977, seulement 50% des revenus du pétrole sont pris en compte et que les provinces dont le revenu s6.35 411(s7629203m4C0000536007B1 0 0.573 0] TJTB 727Aue)9()] 36(à)] 363B1 0 0.573 0(46

entre les provinces. Les modalités de fonctionnement bY'gcbh'dUg']bX]ei fYg'Yh'WNg'h'W'e[]' dYfa Yh'Ui' [ci j YfbYa Ybh'ZfXffU' XY'WUb[Yf'ci 'XNxUdhYf' 'Yg'f, [`Yg'Wta dhUV'Yg'Ui' [ff'XYg' circonstances.

De 1982 à 2004, le programme restera sensiblement le même, mais la formule comptable se complexifie. De nouvelles règles d'attribution de l'aide au Québec sont établies. En 1982, le gouvernement fédéral accorde 1,5 milliard de dollars pour l'aide au Québec. En 2004, ce montant passe à 2,5 milliards de dollars. Ces changements sont principalement dus à l'augmentation des coûts de la santé et de l'éducation. Le gouvernement fédéral décide également de modifier la façon dont il verse l'aide au Québec. Au lieu de verser une aide globale, il décide de verser des aides cibles pour chaque secteur. Cela permet de mieux cibler l'aide et de l'utiliser plus efficacement. Par exemple, l'aide pour la santé est versée directement aux hôpitaux et aux institutions de soins. L'aide pour l'éducation est versée aux écoles et aux universités. L'aide pour les transferts sociaux est versée aux organismes de bienfaisance et aux organismes communautaires. Ces modifications sont considérées comme étant une réussite par le gouvernement fédéral.

Cependant, ces modifications sont critiquées par certains groupes. Ils disent que l'aide n'est pas suffisante et qu'elle ne va pas assez loin. Ils demandent que l'aide soit augmentée et que les critères d'attribution soient modifiés. Ils disent aussi que l'aide devrait être versée directement aux citoyens et non aux organismes. Ces critiques sont prises en compte par le gouvernement fédéral qui décide de faire quelques modifications supplémentaires.

La péréquation actuellement

De 2004 à 2007, la formule avait été changée pour une enveloppe fixe dont le montant évoluait chaque année. En 2007, il a été décidé de revenir à un modèle qui ressemblait à l'ancien, mais avec quelques modifications. Les 33 assiettes fiscales ont été regroupées en cinq catégories : impôt sur le revenu des particuliers, impôt sur le revenu des sociétés, taxe de vente, impôts fonciers et 50 % des ressources naturelles. Comme mentionné préalablement, la péréquation actuelle est basée sur une enveloppe fixe.



Problèmes reliés à la mise en application

À l'heure actuelle, le fédéralisme canadien est confronté à de nombreux défis. L'un des principaux problèmes est la complexité des éléments qui entrent dans la formule de calcul. Cela peut rendre la mise en application difficile. Par exemple, lorsque les provinces et territoires demandent des ajustements dans les calculs, il peut être nécessaire de faire des modifications complexes dans les programmes existants. De plus, la diversité culturelle et linguistique du Canada pose des défis supplémentaires. Par exemple, certaines provinces ont des systèmes de santé et d'éducation qui sont très différents de ceux des autres provinces. Cela peut entraîner des difficultés lors de la mise en œuvre de politiques fédérales.



dfffei Uh]cb" 7Y`U` Ygh` dcgg]V`Y` di]gei Ÿu moment de calculer cette dernière, un taux de taxation supérieur à la moyenne est rabaisé au niveau de celle-W`9b`XÑi hfYg`a chgž i bY`

par conséquent celles-ci XYj fU]Ybh'..hfY``Yg'gYi ``Yg'{ `Yb 'dfcZ]hYf"''8 Ñji hfYg'gci h]YbbYbh'd`i h' h' ei Y'Wg'fYj Ybi g'gYfj Ybh'{ 'cZZf]f`XYg'gYfj]Wg'Yhei Ñg'Xcjj Ybh'..hfY'i h`]gfg'dci f'Uggi fYf'i bY' qualité de service semblable à un taux de taxation comparable partout au pays. En plus des pfcV` , a Yg'gci ``Yj fg'dUf'6YfbUfXž]` `Yb 'YI]ghY'V]Yb 'XÑji hfYg"

Notamment, en ce qui concerne la péréquation, on peut aussi se demander à qui elle profite réellement. En effet, les transferts vont dans les coffres des provinces et non pas dans les poches des individus (Stevenson, 2004, d'"%(&L"Ç ``Ñbhff]Yi f'Xi 'dUmgi`Yg'X]gdUf]hfg' de salaires continuent à être importantes selon le lieu de résidence. En effet, en 2013, le gU'UjfY'XÑbY'ZUa]``Y'a cmYbbY'Xi 'B ci j YUi -Brunswick était de 67,340 \$ comparativement à 97,3- \$` ``dci f'`Ñ`VVYfhU' fghUh]gh]ei Yg' 7 UbUXUŁ" @ÑV'YVñ]Z XÑZZf]f' i bY' ei U`]hf' XY' gYfj]W'



L

COURCHENE. T.J., « Paiements de péréquation », *Encyclopédie canadienne*, [en ligne], 2013,
<http://www.encycopediecanadienne.ca/fr/article/paiements-de-perequation/>, (3 avril 2016)

DI MATTEO Livio. « A primer on equalization in Canada », *Fraser Institute*, [en ligne], 2015,
<https://www.fraserinstitute.org/blogs/primer-equalization-canada>, (3 avril 2016).

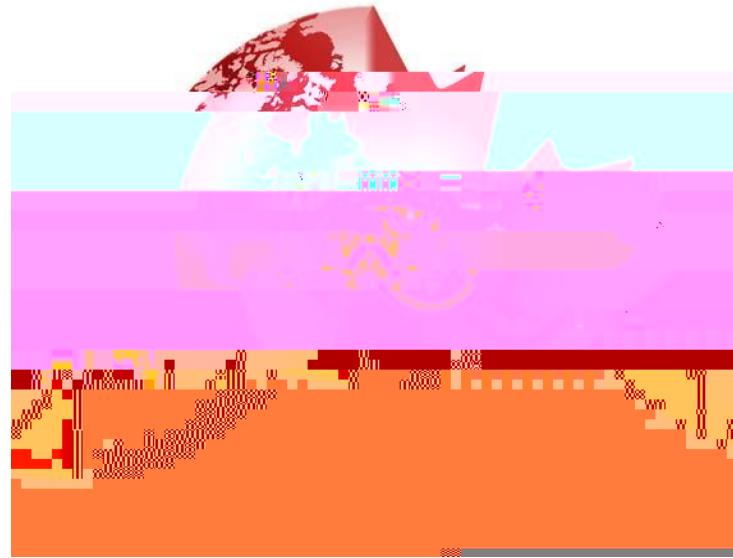
FILLION, Gérald. « Péréquation : le Québec a-t-

Annexe I

880





7 Ngg h Yb % * + ei Y > c \ b ' 5 " A UVXcbU Xz Xfg]fUbh Zcfa Yf i b [ci j YfbYa Ybh WUbUX]Yb indépendant, conclut ei N bY i b]cb ZfXffU Y gYfU]h ` U gYi ` Y cdh]cb j iable. (Pelletier R. et Tremblay M., 2009, p.18) 7 Ngg U]bg] ei Y Z h fW]hY ` U @c] Wtbg[h]hi h]cbbY`Y XY % * +Z ei] octroyait aux provinces canadiennes un gouvernement provincial avec ses propres sphères XNbZi YbWz gci g ` U gi dYfj]g]cb XNb [ci j YfbYa Ybh ZfXéral, lui-a ..a Y h]hi ` U]fY XNbY panoplie de pouvoirs. Ce dernier fut constitué à la britannique : à sa tête, la Reine ou le Roi (et son représentant, le Gouverneur Général), soutenu par le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, le premier étant subordonné.



—

dfcj cei Yf'i bY'X]`i h]cb'XY'`Nl dYfh]gY'e i]`dcf fflU]h'ffgi `hYf'X`N bY'f'YV]cb'c- ``U'dcdi `Uf]hf'

ZU]fY'Xi`[ci j YfbYa YbhVUbUX]Yb'i b``YUXYfg\]d`d`i g`fYdffgYbhUh]ZYb`fjhUV`]ggUbh`ñfei`]`]VfY` entre le pouvoir législatif et exécutif, formant une institution plus démocratique.

Bibliographie

CROSS, William. *Political Parties*, Vancouver, UBC Press, 2011, 206 pages.

DES ROSIERS N., et al. *Un vote qui compte : la réforme électorale au Canada*, Commission du droit du Canada, 2009, 256 pages.

GOUVERNEMENT DU CANADA. « Loi constitutionnelle de 1867 », [en ligne], 14 mars 2014, *Site web de la législation du Canada*, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/Const/>, (13 avril 2014)

GOUVERNEMENT DU CANADA. « Loi constitutionnelle de 1982 », [en ligne], 14 mars 2014, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/const/page-16.html#h-53>, (13 avril 2014).

GRAY, Ian et James GRAY. « La représentation proportionnelle : le modèle écossais appliqué aux élections canadiennes de 2004 », *Revue Parlementaire canadienne*, volume 27, n°3, 2004, p.21 à 24.

KAM, Christopher J. *Party Discipline and Parliamentary Politics*. Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 278 pages.

LEWIS, J.P. « Elite Attitudes on the Centralization of Power in Canadian Political Executives: A Survey of Former Canadian Provincial and Federal Cabinet Ministers, 2000–2010 », *Canadian Journal of Political Science*, volume 46, 2013, p.799 à 819.

MACKAY, Pierre. « Le fédéralisme et le partage des compétences législatives », Notes de cours JUR2515, *Droit constitutionnel*, UQAM, Chapitre 3, 2006-2007.



bch' gYdUFUhYX' Zfc a ' h\Y' 'Y[]g'Uh]j Y' UbX' YI YW h]j YI / A cbhYgei]YI ñ: VY']YZ YI d'U]bg' h\Uh']Z dck Yf'k YfY'bch'X]ghf]Vi hYX'Ua cb[gh'h\Y'X]ZZYfYbh'VfUb\WYg'cZ[cj Yfba Ybhž'h\YfY'k ci 'X'VY' Ub'YbX'hc'Yj Yfmrh\]b[ī" (Documents of freedom, 2017)

James Madison, an American political theorist and president, coined a second method of power sharing. Madison introduced the concept of division of powers, or federalism. Madison wrote a series of Federalist Papers, throughout the 1700s, in which he discusses the concept of federalism and how the United States would operate effectively as U'ZYXYfU' gmghY'a " " =b' U'ZYXYfU' gmghY'a ž'fY[]cbU' [cj Yfba Ybhg' UfY' bch'gi VcfX]bUhY' hc' h\Y' central government. The federal and provincial governments each derive their authority from the constituticbī" (Saul K., 1953, p. 56) In Federalist Number 10, from November 23, %+, +ž'Ybhjh\YX' īH\Y' DfcV'Ya 'cZ: U\W]cb']b' U'F Ydi V']Wž' A UX]gcb' a U_Yg' h\Y' W\gY' Zcf' k \m federalism should be adopted. Madison explains that if you have a small population, you will have fewer individuals and fewer interests, and therefore the population will more YUg]' m\W\Wb\Wf\h' UbX' YI YW hY' h\Y]f' d'Ubg' cZ cddfYgg]cb'" QZ mci ' YI hYbXQh\Y' gd\YfYž' UbX' mci ' take in a greater variety of parties and interest; you make it less probable that a majority of h\Y'k \c'Y\l'k]\Uj Y'Wa a cb']bhYfYghg" (Saul K., 1953, p. 56) H\]g'

executive, the legislative, and the judiciary. As a constitutional monarchy, each branch within the system has its own unique roles and responsibilities. The first branch, the executive branch made up of the monarch as the head of state and the Prime Minister. Next, the legislative branch is the law-making branch of the country, known as the Parliament of Canada. Finally, the judiciary, or judicial branch, is responsible for interpreting and applying the laws of the country. This branch of government operates at both the federal and the provincial levels.

Uk A A

j

g]cb

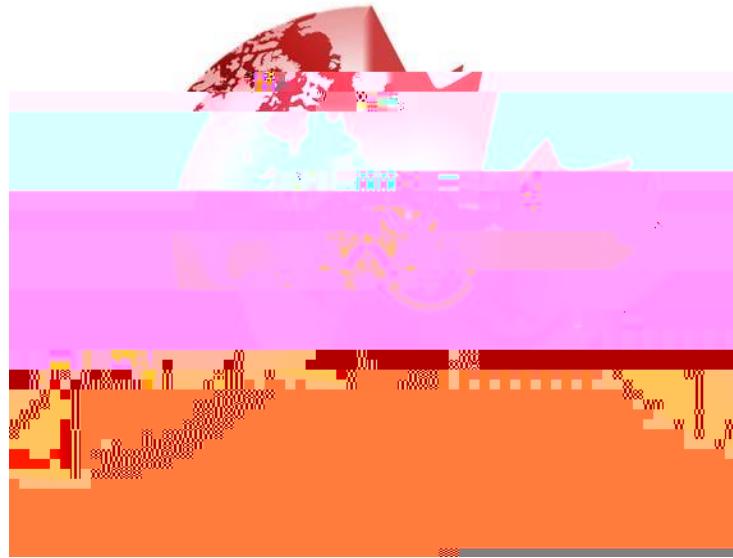


sharing of power and sharing of responsibilities within the political system. Without the division of responsibilities across different levels of government, not only would factions be difficult to control, but also it would be nearly impossible for the federal government to understand the needs of each faction. A lack of division of federal power would lead to the federal government acting as the sole decision making entity within a federation. Having different levels of government allows each level to operate as a smaller, independent

DOCUMENTS OF FREEDOM. “Separation of Powers with Checks and Balances”, [online], <https://www.docsoffreedom.org/readings/separation-of-powers-with-checks-and-balances>, (January 17, 2017).

DUNN, Christopher. *The Handbook of Canadian Public Administration*. Toronto: Oxford University Press, 2010, 568 pages.

DYCK, Rand and Christopher COCHRANE. *Canadian*



Alex Miller-Pelletier, Université Laval

cette question, notamment dans le cas des États où le régime politique est un État unitaire d’i h hei ÑbY[ZfXffUh]cb ci ``cfgei Ñ`Ygh'a Ybh]cbbf'XUbg``U'7 cbgh]hi h]cb ei Y``Ñ hJh`WbhfU`U i b `dci j c]f gi f ``Yg v hUhg`ZfXfffg``= a ÑddUfU% XÑi hUbh d`i g`YggYbh]Y`XÑggUmYf`XY`hfcj j Yf i bY`ffdcbgY{ `WhhY`ei Ygh]cbz`cfgei Ñb`gU]h`ei Y`WfhU]bg`Ui hYi rs questionnent « la moralité Yh``U``f[U`]hf`XÑ bY`g`Wgg]cb »¹ (Kreptul, 2003, p. 39). En effet, ces auteurs ne voient pas en ei c]`i bY`g`Wgg]cb `Ygh``f[]h]a Yž`Yh`YbVtfY`a c]bg`ÑbW g]cb`XÑ b`Xfc]h{ ``U`g`Wgg]cb`XUbg` une Constitution. Pourtant, ce droit et ses modalités devraient, à mon avis, être inclus dans

XñVcfX ei Y`Y`Xfc]h { ``U`g/Wgg]cb`gc]h fYWtbbi `XUbg`i b`v hUhž di]g`ei Y`U`Wta a i bUi h` internationale le reconnaisse.

Le choix de terme le plus important de la question de recherche concerne le terme *fédération*. Une fédération se définit ainsi : « a cXY`Xñf[Ub]gUh]cb`dc`]h]ei Y`ei]`i b]h XYg` v hUhg`X]gh]bWg`Q XUbg`i b`gmgh, a Y`dc`]h]ei Y`[`cVU`XY`ZU, cb`{ `W`ei Y`WUei Y`v hUh`di]ggY`

bY'dUf`Yf`ei Y'XYg`ZfXffUh]cbg'gÑI d`]ei Y'Ui gg]`dUf`i b`Uf[i a Ybh'gci j Ybh'Zcfa i `f`{ ``ÑbWbhfY du droit à la sécession. Brilmayer le souligne, il existe, selon elle, une « pente très glissante XUbg`U`Zcfa i `Uh]cb`XÑb`Xfc]h`{ ``U`gfWgg]cb`ei]`bÑi j f]fU]h`dUg``U`dcfhY`{ `i bY`UbUfchie totale » (Brilmayer, 1991, p. 183). En se concentrant uniquement sur les fédérations, le Xfc]h`{ ``U`gfWgg]cb`gY`]a]hY`Ui I `Ybh]hfg`ZfXffYg`Yh`]`bÑi U`XcbWd`i g`]Yi `XY`X]gW hYf`i b`Xfg]f`XY`gfWgg]cb`dci f`i bY`j]``Y`dUf`Yi Ya d`Y`7Y`XfVUh`dci ffU]h`hci hYZc]g`ZU]fY`ÑV`Yh`XÑbY autre recherche, mais Y`bY`a ÑhhUfXYfU]`dUg`{-dessus dans celle-ci.

3. Arguments contre

6]Yb`ei Y`Y`XfZbXY`U`dffgYbW`XÑb`Xfc]h`{ ``U`gfWgg]cb`XUbg`U`7cbgh]hi h]cb`XÑb`État, je présente aussi brièvement les arguments qui sont contre afin de présenter une vue XÑbgYa V`Y`XY`Ñb`Yi ``>Ñ]`fffdYfhcf]f`hfc]g`Uf[i a Ybh`df]bWdUi I `ei]`gcbh`Yb`XfZUj`Yi f`XY`Ñbh`f`fUh]cb`XÑb`Xfc]h`{ ``U`gfWgg]cb`XUbg`U`7cbgh]hi h]cb"

DfYa], fYa Ybh`WfhU]bg`gci h]YbbYbh`ÑXfY`ei Ñb`Xfc]h`{ ``U`gfWgg]cb`a , bYfU]h`{ ``ÑbghUV`]h`dc`]h]eue et au chaos » (Kreptul, 2003, p. 50). Ces auteurs croient que, quotidiennement, les politiciens feraient face à des débats concernant le droit à la sécession et que celui-ci serait discuté plutôt que les « vrais » enjeux politiques (Sunstein, 1991, p. 634). La question du droit à la sécession finirait par être mêlée directement aux questions politiques du moment (Sunstein, 1991, p. *` (Ë` 8Ubg`i b`a ..a Y`cfXfY`XÑXfYg`Gi bghY]b` déclare aussi que le droit à la sécession dans la Constitution risque de changer la conduite des acteurs politiques (1991, p.

avec cet argument et ma réponse à celui-ci se trouve dans le premier argument présenté en [ZUj Yi f'XY'`ÑbWi g\]cb 'XÑ b 'Xfc\]h](#) à la sécession dans la Constitution.

Deuxièmement, la question de la justice est très importante dans le débat du droit à [`U' gfgg\]cbž Yh' dUg' gYi `Ya Ybh' `cfg ei Ñ` Ygh' ei Ygh\]cb 'XY'`ÑbWi fY' XUbg' i bY' 7 cbgh\]h h\]cb](#). Selon le philosophe Rawls, un « État démocratique constitutionnel est nécessairement un [v hUh†† ghY†† dUfW†† ei Y`Wg†† Y`gYi ``hmdY'XÑ††f\[Ub\]gUh\]cb 'dc` \]h\]ei Y`ei \]`dYi h`Uggi fYf`Yh`dfchf\[Yf` les droits humains de base et des droits politiques égaux pour tous les citoyens » \(Rawls cité par Kreptul, 2003, p. 10\). \[7 Ñgh`Yb`gi \\]j Ubh`WhhY`dYfgdYWjj Y`ei Y`Y`Xfc\\]h`{ ``U' gfgg\\]cb 'Ygh` df`fg`Ybh`f`Wa a Y`b`ÑmUbh`dUg` \\]Yi 'XÑ.hfY/\\]`bÑgh`dUg`b`fggU\\]fY'XY`gY`gfdUfYf`g\\]``U`† gh\\]W`Ygh`\]\(#\) déjà présente. Cela présente une position qui peut être défendue seulement si la valeur](#)

‘Ñj]g’ei Y~Y~Xfc]h~XY~WUei Y~bUh]cb~ci ~XY~WUei Y~dYi d~Y~XY~XfhYfa]bYf~gcb~dfcdfY~XYgh]b » Ygh~d`i g’ei Ñla dcfhUhbhž]` est fondamental (Brilmayer, 1991, p. 179).

Premièrement, un droit à la sécession devrait être inclus dans la Constitution, afin de servir comme « contrepoids au pouvoir coercitif et monopolistique de `Ñ hUh» (Kreptul, 2003, p.)) Ë~9b~YZZhž~Ñ hUh~Wbhral devrait être plus sensible aux revendications des entités ZfXffYg~ei]~Y~Wbgh]hi Ybh~di]gei Yž~Yb~hci h~hYa dgž~Ñ hUh~WbhfU~XYj fU]h [UfXYf~Yb~h~hY~ei Ñ bY~Ybh]h~ZfXffY~pourrait recourir au droit à la sécession. Cela pourrait se produire si le gouvernement central ne respecte pas certaines ententes prises avec les États fédérés, je pense par exemple à des promesses électorales. Cet argument rejoue directement le premier argument *contre*



April 14, 2017

FEDERALISM-E



sécession est un droit]h' g]`]a dcfhUbh`ei Ñ`XYj fU]h`..hfY`]bgW]h`XUbg`U`7cbgh]hi h]cb`UZ]b`XY` rendre plus difficile de le retirer (Sunstein, 1991, p. 637).

5j Ubh`XY`hYfa]bYf`Wh`Ufh]WYZ`Ñ]a YfU]g`ZU]fY`dUfh`XÑ bY`UddfcWY`ZUj cfUV`Y`Ui `Xfc]h` à la sécession, mais pas à son inc`i g]cb`XUbg`U`7cbgh]hi h]cb``5i `Wt` fg`XY`ÑW]hi fY`XY`Wh` Uf[i a YbhU]fYz`Y`a Y`gi]g`ei Ygh]cbbfY`Yh`Ñ]`dYbgf`ei Ñ`gÑ[]ggU]h`dYi h`..hfY`XÑ bY`YffYi f`ei Y` de souhaiter voir ce droit inscrit dans les Constitutions. La distinction est que je ne revendique non gYi `Ya Ybh`ÑbW g]cb`Xi `Xfc]h`XUbg`U`7cbgh]hi h]cbža U]g`Ui gg]`U`df`fgYbW` XY`a cXU`]hfg`Ñbhci fUbh``@U`fU]gcb`XY`a cb`Xci hY`Ygh`g]a d`Y .`Yg`a cXU`]hfg`bÑj UbhU[Yfcbh` peut-être pas les entités qui souhaitent se séparer du reste du pays. En effet, en suivant le WtbWdh`Xi `j c`Y`XY`Ñ[bcfUbW`Udd`]ei f`Ui `Xfc]h`{ ``U`gfWgg]cbž df`fgYbh`dUf`K`Y]bghcWž peut-être que le choix final demanderait, par exemple, un référendum dans *toute* la

Bibliographie

ALTMAN, Andrew & Christopher WELLMAN. ‘Secession’, dans *A Liberal Theory of International Justice*, Ox



ei Ñ`Y`fYW`Y`bY`gUi fU]Ybh`UddUfU]hfY`hY`g`ei Ñ`Wi l`ei]`gcbh`Wbj U]bWg`XYg`a ff]hYg`XÑ`b` libéralisme largement entendu : le fédéralisme semble en effet la solution libérale la plus UXfei UhY`{ ``U`ei Ygh]cb`XY`Ñ`hUh`Ä. (Rials, S., 2002, p. 38) En raison des racines historiques, il est possible de comprendre pourquoi les États membres de la fédération américaine retiennent encore autant de pouvoirs, en traçant une une-

3. Le modèle fédéraliste canadien

Au Canada, les Pères de la Confédération sont des négociateurs délégués par les colonies d'origine et qui vont rédiger une soixantaine des résolutions qui feront les lois du Canada. Les Canadiens utilisent le terme « confédération » pour désigner le processus de regroupement des provinces en un seul état. Cependant, il existe des différences entre la confédération canadienne et les autres confédérations mondiales. La confédération canadienne est une fédération où les provinces ont des pouvoirs politiques créées au sein du Canada. Les termes « confédération » et « fédération » sont souvent utilisés de manière interchangeable dans le discours politique canadien (Gouvernement du Canada, 1982, p. 5).

doctrine de la prépondérance fédérale. Il est utilisé pour exprimer tout simplement l'importance de la souveraineté fédérale au Canada. C'est ce que le juge John R. Brydges a écrit dans une décision de la Cour suprême du Canada en parlant de la doctrine.

À l'origine, lorsque le Canada a été créé, les provinces ont cédé temporairement une partie des pouvoirs fiscaux. Après les conflits, plutôt que de retourner ces pouvoirs aux entités fédérées, le gouvernement central a adopté des programmes sociaux, en couvrant seulement une partie des coûts. Il est possible donner comme exemple : « l'assurance maladie (qui couvre les soins hospitaliers et les soins de longue durée) et l'aide sociale (qui couvre les soins de court terme).

La compétence résiduelle du palier fédéral est déjà un autre signe que met en

dU]I ž`ñfXfY`Yh`Y`Vcb`[ci j YfbYa Ybh (Article 91(10) de la Loi constitutionnelle de 1867), et son pouvoir déclaratoire (Paragraphe 92(10) de la Loi constitutionnelle de 1867) (qui a été i h]g`d`i g`XY` (\$\$ Zc]g`Udf, g`ñXcdh]cb`XY`U`bcfa Y`Wbgh]hi h]cbbY`Y`Yb`% * +E" (Hogg, P., 2006, p. 582) Sans oublier que les juges des cours supérieures et de la Cour suprême du 7 UbUXU`gcbh`bca a fg`dUf`ñf[Unisme central de la fédération canadienne (Canada. Loi sur la Cour suprême, L.R.C., 1985). Cette idée est aussi abordée par Morin (2008). (Morin, A., 2008, p. 15)

Comme démontré plus haut, la Cour suprême du Canada, qui aurait dû être `ñbghfi a Ybh` XY` Wbhf` Y` Xi` dci j c]f` ZfXffU` Yh` `ñi h]` Xñfei `]VfY` dci f` dfca ci j c]f` `U` fYghf]W]cb`Xñfj Ybh` Y`g`UVi gž bY`ZU]h`ei Y`fYbZcfWf` U`dffdcbXffUbW`XY`ñbh]hf`ZfXffU`Y`gi` f` `Yg`dUfh]Yg`ZfXfffYg` I` bY`XYg`WlfUWff]gh`ei Yg`ZcbXUa YbhU`Yg`XY`U`ZfXffUh]cb`Ygh`ñl`jghYbW` Xñ n` organe de contrôle efficace qui puisse cisailler les possibles excès commis par des parties composantes de la fédération :

« Les pères fondateurs des systèmes fédéraux ont eu dument égard à ces YI`[YbWg` Yb` XchUbh` Yi` f` ZfXffU]cb`XñbY` t`f]X]W]cb`gi df..a e et en lui WbZ]Ubh` Wg` a]gg]cbg`Ui gg` Xf`WlhYg` ei Y` Wd]hU`Yg` 8 ñbY` a Ub], fY` générale, on constate que les compétences de ces juridictions vont au-delà XYg` Xca U]bYg` df`Wlhfg` dci f` Yb`[`cVYf` `ñbgYa V`Y` XYg` X]gdcg]h]cbg` XY` `U` constitution fédérale.

Au fil du temps, les juridictions suprêmes sont devenues les pièces a U]hfYggYg`XY`ñX]Z]W`ZfXffU`GY`cb`ei ñ`Yg`]bhYfdf, hYbh`Yg`X]gdcg]h]cbg` souvent vagues de la constitution fédérale en faveur des entités fédérées ou Ui` dfcZ]h`XY`ñi hcf]hf` ZfXffU`Yz`Y`Yg`dYi`j`Ybh`ZU]fY`VUgW`Yf`ñfei`]VfY` ZfXffU`XUbg`i`b`gYbg`Wbhf]Z`[Y`ci`Wbhf]d, hY`7ñgh`X]fY`ei`Y`Y`ghUhi`h`XY` ces cours, leur composition et leur fonctionnement présentent une grande importance au regard du fédéralisme. » (Alen, A., 1994, p. 58)

Il est remafei UV`Yz`U]bg]ž`ñl`jghYbW`Xñb`dfcV`a`Y`Uj`Yw`ñf[UbY`df`fhYbXi`a`Ybh`f`YgdcbgUV`Y`Xñl`YfWf`U`t`f]X]W]cb`Wbgh]hi`h]cbbY`Y`dci`f`hf`UbW`Yf`Yg`]h`[Yg`ei`]`dYi`j`Ybh` toucher le partage et la définition des compétences de chaque unité composante de la fédératiob` Dci`f`h`Ubhž`W`bñgh`dUg`U`f`f`U`]hf`ei`ñb`j`h`XUbg`Yg`XYfb], fYg`UbbfYg` : UWU` (2001) df`fg`Ybh`i`b`Y`cb[i`Y`]gh`Y`Xñb`h`Yfj`Ybh]cbg`ZfXffU`Yg`XUbg`Y`W`Ua`d`XY`W`a`df`h`YbW`XYg` provinces et dans le champ de compétence partagée, pour montrer ce déséquilibre des pouvoirs. (Facal, J., 2001, p. 30 à 33)

4.1. Le modèle allemand *versus* le système fédéraliste canadien : le partage inégal de compétences

Dci f' UddfcZcbX]f' `Yg' XfVUhg' { ' dfcdcg' Xi ' Xfgfei]`]VfYž']` Ygh' dcgg]V`Y' XÑUddcfhYf' encore des extraits écrits par Rials. (Rials, S., 2002, p. 60-61)

fédéral. Ainsi, « La Loi fondamentale définit dans le détail les compétences législatives de la Fédération et des Länder. Les articles 71 à 75 énumèrent les compétences législatives de la Fédération, tandis que les Länder sont compétents dans tous les autres cas » (Deutscher Bundestag, Compétences de la Fédération et des Länder).

Au Canada, par contre, les provinces (qui serait le palier équivalent au *Länder* allemand) ne disposent pas de la compétence résiduaire, des pouvoirs sur les matières qui ne sont pas attribués à un autre ordre de gouvernement. Pour cette raison, il est possible XÑUddcfhYf i bY'dfYa], fY'ZU]V'YggY'Xi 'gmgh, a Y'ZfXffU]ghY'WUbUX]Yb 'Yb 'Wt a dUFU]gcb 'Uj YWgcb ' confrère german, où les provinces sont vraiment dotées des compétences qui leur donnent autonomie et statut avec une vraie participation au fédéralisme. Au moins, un modèle participatif les

Ç 'dUfh]f'XY'W'hYI hYž]'`Ygh'd`i g'ZUW'Ya Ybh'W'a df f\Ybg]V`Y'`N[XfY'XY'dffdcbXffUbW'XY'`Nbh]hf'WbhfU'Y' ZUW'Ui I 'dUfh]Yg'ZfXffYgž Yb' dUf'Ubh'XÑb'ZfXffU']ga Y' WcdffUh]Z' 5]bg]ž W'gh' Udd']WU'Y' `Yg' Wbgfei YbWg' XY' `U' gi dff]cf]hf' Yh' WbWbhfUh]cb' XYg' dci j c]fg' Ui ' gouvernement central canadien, en regardant les cas où ce morceau fédéraliste développe XYg' UWij]hfg' gci g' `U' fi Vf]ei Y' XÑbhYbhYf' i be « coopération » entre les provinces et le gouvernement central.

4.2. Le modèle allemand *versus* le système fédéraliste canadien : « NvgYbW' XY' participation provinciale dans la « volonté fédérale »

8 Ni hFY' dUfhž]` fYghY' YbWtfY' d'i g' f]XYbh' ei Y' `U' X]ghf]Vi h]on inégale de pouvoirs fYbZcfW' { 'dY]bY'`Nbh]hf'WbhfU'Y'Yh'`U]ggY'`Yg'dfcj]bWg'XUbgi bY'g]hi Uh]cb'XY'd'i g'Yb'd'i g' ZU]V'Y' Yh' gUbg' Uj c]f' i bY' [fUbXY' dcgg]V']hf' XÑbZi YbW' ci ' XY' WUb[Ya Ybh' Xi ' *statu quo*. 9 bZ]bž]` ZU h'dUf'Yf'XÑbY'XYfb], fY' ei Ygh]cb' ei]` Wbhf]Vi Y'{ ``U'Zcfa Uh]cb'XÑb'cfXfY'UddY'f' quasi fédéral au Canada . ``NvgYbW' XY'dUfh]WdUh]cb'XYg'dfcj]bWg' { ``U'f[]g'Uh]cb'ZfXffU'Y'" I bY'Zc]g' ei NÄi bY'ZfXffUh]cb'Ygh'gci j Ybh'WU'Wf]gfY'dUf'`U'dffgYbW'XÑb'GfbUh" @Y'GfbUh'

April 14, 2017

8 Ubgi``Y'a ..a Y'gYbgž]` Ygh'dcgg]V`Y`XY`WjhYf`XÑi hYg`YI Ya d`Yg`XYg`ZfXffUh]cbg`c- ``Yg`
 États-parties ont la possibilité de participer de la formation, développement des politiques
 de la nation, très bien résumée par Bakvis et Skogstad (2008) :

I: i fh\Yfa cfYž h\Y UVgYbW` cZ`Ub`YZZYW]j Y'gYWtbX`W\Ua VYf`cZ`DUf`]Ua Ybh`
 represents provinces limits the opportunity for formal provincial
 involvement in federal policy-making. Powerful second chambers are a
 prominent feature of federations such as Germany, the United States, and
 Australia. The German upper house (*Bundesrat*) is made up of
 representatives of the state (*Länder*) governments. The Australian and
 American Senate provide direct representation for citizens of the
 constituent states of the federations. The Canadian Senate can make no
 such representational claims with regard to provincial societies or
 [cj Yfba Ybhgž h\YfYVm` ghfYb[h\Yb]b[` dfcj]bWU` [cj Yfba YbhgÑ WU]a g` hc`
 speak on behalf of Canadians within their borders. Rather than
 interprovincial disputes being resolved within the upper chamber of the
 central government, they are channelled into forums, such as meetings
 between ministers or senior officials, in which governments rather than
 citizens or directlIm`Y`W\YX`fYdfYgYbhUhj] Yg`UfY`h\Y'a U^cf`d`UmYfg"l (Bakvis,
 H. and Skogstad G., 2008, p. 5)

Dci f`WhhY`fU]gcbž]` bÑgh`dUg`dcgg]V`Y`XY`Xci hYf`Xi `dci j c]f`WbhfU`XY`U`ZfXffUh]cb`
 de fYghYf`hc` ^ci fg` fYbZcfWYž Yb` fU]gcb` XY`U`ZU]V`Y`dcgg]V`]h` XÑ[]f` XYg` drovinces, par
 `ÑVgYbW`XY`fYdffgYbhUh]cb`UXfei UhY"

CONCLUSIONS

GRIFFITHS, Ann L., trans. *Handbook of federal countries*. Montréal, McGill-Queen's Univ. Press, 2005, 462 p.

GROTH, Thomas. *La réforme du fédéralisme allemand en 2006*. Version écrite d'une intervention faite au Parlement européen. [En ligne], (22 février 2007), <https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-00551640/document>

GUNLICKS, Arthur. *The Länder and German federalism*. Glasgow, Manchester Univ. Press, 2003,

TREMBLAY, Jean-François. *Le déséquilibre fiscal et le fédéralisme canadien*. Collection Agora. Dans *Le fédéralisme asymétrique et les minorités linguistiques et nationales*. Sous la direction de Linda Cardinal. Ottawa, Éditions prise de parole, 2008, 453 p.

WATTS, Ronald L. *Comparaison des régimes fédéraux*. 2^e éd. Montréal: Publ. pour le compte de l'Institut des relations intergouvernementales, École des études en politiques publiques de l'Université Queen's par les Presses universitaires McGill-







April 14, 2017

għUħYg ħax Urh gi Wiegħi għċi]g bċċi dcigg]V Y']Z]h īk ci 'X VY]b Wiegħa dUħj]V Y' k]hax ħax Y' cV YWU Ub X di fdcg Y' cZ ħax Y' hfYUħmi cf' fuX]Wiegħi m' Wiegħi Ub [Y' ħax Y' Wiegħi X]h]cbegħ cZ]hg cdYf Uħj]cb "I" (Secession Convention quoted in Brebner, 1997, p.301) Arguably, the secession of Quebec from Canada would radically change the economic and political system within North America. However, it is important to note that Canada and Quebec would need to negotiate an even more open trade policy than NAFTA could provide in order to dfi Yjibha ħax Y' Wiegħi Ygg hfu ZZ]WU cb[ħax Y' (\$% VY]b[ħax Y' Vm Wiegħi għċi għVUff]Yfgħi (Secession Convention quoted in Brebner, 1997, p.306) 5 ħax ci [\ ħax]g YI Ua d`Y gdY Wiegħi Wiegħi m' UXxf Ygg Ygħi E i YVYV]Z hi fY]b B 5: H5 ż-ħax Y' għja Y' considerations must be made for other organizations and agreements such as NATO, B C F 5 8 ż-ħax Y' I B ż- Ub X chay Yfgħi - b ħax]g k Umži E i YVYV]Z hi fY]b ħax Y' k cf' X għU Yż- Vvach politiċi and economically, is at state with secession.

Another major consideration to be made, particularly in the case of Quebec, is how to incorporate those individuals who do not wish to leave the federation. One such group is E i YVYV]Z :]fgh B Uħj]cbegħ Wiegħi a i b]h]Yg" > " 9 Xk Uf X 7 \ Ua VYf]b Uf[i Yg ħax Urh ħax Y' A YYW @U_Y Accord failed because it neglected the impact that such a piece of legislat

Montreal. (Kay, J., 2014) <]g`Uf[i a Ybh`fYghg`cb `hk c`dfYa]gYg":]fgbz`]Z7UbUXU`]g`X]j]g]V`Y`gc`]g`E i YVYVW` (Kay, J., 2014) GYVtbXz`dUfhjh]cb `k ci `Xb`VY`UVci h`7UbUXU`a aking any sort cz`UbX`[fUV`A`]hQk ci `X`VY`UVci h`Z`Z`]b[`ci f`\]ghcf]W` UbX`Wbghjh`]cbU`cV`][Uh]cbg`hc`7UbUX]Ubg`A` Qk \c`\Uj Y`[fck b`i d`]b`h\]g`Wt` bhfm`YI dYVW`]b[`h\Y]f`[cj Yfba Ybh`hc`fYgdYW`VUg]Wf][\hg"t` (Kay, J., 2014) Kay argues that there are several million Quebecers who do not want to leave Canada, for various reasons – political, economic, cultural – and that those people should be allowed to remain in Canada, especially when they are as heavily concentrated as in Montreal. (Kay, J., 2014) Although Kay was writing an editorial, and perhaps took a more satirical approach to solving a problem, he nevertheless highlights an]a dcfhUbh`hcd]WcZ`bY[ch]Uh]cb`]b`h\Y`Yj YbhicZE i YVYVW`gYWgg]cb" G]a d`mdi h`z`UbmigYWgg]cb` negotiation must acknowledge the fact that many Quebecers do not want to leave Canada and must, therefore, include some remedy to that situation. Certainly, any recommendation

In summation, the examples just enumerated point to some of the many serious policy questions and implications that would need to be addressed should Quebec secede from Canada. These policy areas are certainly contentious, both in a unified and divided Canada, and would pose a serious threat to the ongoing negotiation process. It is possible, as was noted by the Supreme Court, that these negotiations could fail, and Quebec would not be allowed to leave the federation. The above examples, although limited, demonstrate the very difficult nature of secession and raise legitimate questions about the viability of secession.

The Viability of Secession: Discussion and Reflection

In short, there are many difficult logistical questions to be answered should Quebec secede from Canada. These difficulties present an extreme challenge to the success of such a break from the federation and make secession less likely to be successful. However, there are two other factors to consider when evaluating the viability of secession: the plethora of alternative options that could be employed in order to resolve, or at least limit, the ethnic tensions that brought about these nationalist tendencies, and the possibility of further

ZU[a YbhUh]cb 'UZhYf'E i YVYWM[gYWgg]cb"

For instance, Beland and Lecours argue that a more equitable and comprehensive fiscal equalization program could be an effective tool for the resolution of ethnic conflict. They argue that such an arrangement would eliminate the animosity between provinces, act as a nation-building tool, reduce the economic and social alienation of Quebec, and provide them with a financial incentive to remain within Canada. (Beland D. and A. Lecours, 2014, p. 337 to 351) Additionally, S.S. Akermark argues that self-determination and territorial autonomy are important tools for the resolution of ethno-political disputes, and that secession may actually increase or sustain ethnic conflict rather than resolve it. (Akermark, S. S., 2013, p. 6 and 14) In view of this, another policy option could be to renegotiate the level of autonomy granted to the provinces. Montserrat Guiberneau seems to agree with this position, arguing that forms of devolution have quelled conflicts in Canada, Britain, and Spain. However, he argues for devolution over complete territorial autonomy as it is most compatible with nationalist desires for self-determination and the ghUhYf'XYg]fY to protect its power and territory. (Montserrat Guiberneau, 2006, p. 69) These

are just a few of the many directions that Canadian policy-makers can take in determining

"

Bibliography

AKERMARK, Sia Spilioupoulou. *Internal Self-Determination and the Role of Territorial Autonomy as a Tool for the Resolution of Ethno-Political Disputes*. International Journal on Minority and Group Rights, Vol. 20 (2013), p. 5-25.

BELAND, Daniel and A. L



Authors *Les auteurs*

Editors *Les éditeurs*

